

*LE PROJET ÉOLIEN DE L'ÉRABLE : NOUS SOMMES TOUS CONCERNÉS*

## **PROJET ÉOLIEN DE L'ÉRABLE : LE RDDA RÉCLAME UN RÉFÉRENDUM**

**Le RDDA demande la tenue de référendums afin de dénouer l'impasse dans laquelle se trouve le projet éolien de L'Érable. Tenus simultanément dans chacune des trois municipalités touchées par le projet éolien, les référendums seraient précédés d'une campagne référendaire dont les modalités seraient soumises à la Loi sur les élections et les référendums.**

Les conclusions du rapport du BAPE sur le projet éolien de L'Érable sont largement défavorables au projet et suffiraient au gouvernement pour retirer le projet. Les nombreux impacts négatifs dont le déchirement social, le processus d'information et de consultation déficient, de même que le fait que « le territoire est habité de façon extensive, ce qui ne permet pas d'éloigner suffisamment les éoliennes des habitations et des routes » représentaient pour le RDDA une condamnation au projet! 44 % des gens sondés récemment sont défavorables au projet (41 % y étant favorables)! Cela démontre l'absence de consensus, condition pourtant jugée nécessaire par Mme Normandeau pour de tels projets!

Mais devant l'intransigeance des élus qui, liés au promoteur par contrat, ont redoublé d'ardeur pour faire la promotion du projet, se plaçant en flagrant conflit d'intérêts; devant un promoteur qui continue « d'acheter » la faveur populaire à coup de subventions et qui a engagé pas moins de cinq lobbyistes professionnels pour influencer les décideurs gouvernementaux; devant les hésitations du gouvernement à basculer ailleurs un projet inacceptable socialement ici, le RDDA se dit prêt à aller en référendum.

Il ne faut pas confondre élections et référendums! Pour preuve, le Parti Québécois a gagné les élections de 1976 et 1994 tout en perdant leurs deux référendums sur la question de la souveraineté! « Il appartient aux citoyens de décider de leur milieu de vie et de leur avenir, ce sont eux les occupants et les gardiens du territoire » de commenter M. Pierre Séguin, président du RDDA.

## **LE QUOTIDIEN *leSoleil* : LA BATAILLE DE SAINT-FERDINAND**

Ce journal a publié, les 11 et 12 septembre derniers, deux articles de fond sur des projets éoliens au Québec : Saint-Ferdinand, projet pour lequel aucune décision ministérielle n'est encore rendue, et Saint-Léandre en Gaspésie, projet réalisé.

Le Regroupement pour le développement durable des Appalaches (RDDA) remercie Le Soleil pour son autorisation à publier l'un de ces articles dans L'Écho des Appalaches. Le journaliste Jean-Simon Gagné a bien saisi les enjeux importants du projet controversé de L'Érable. Nous reproduisons **intégralement** sa chronique publiée le samedi 11 septembre dernier.

*Rédaction de l'Écho des Appalaches : Michel Vachon et Claude Charron du RDDA*

## LA BATAILLE DE SAINT-FERDINAND

*Gagné, Jean-Simon, Le Soleil*

En l'espace d'une décennie, plus de 500 éoliennes ont poussé sur le territoire québécois. Et ça ne fait que commencer. L'énergie éolienne est dans le vent, sans mauvais jeu de mots. À tort ou à raison, elle bénéficie d'une excellente réputation. Verte, douce, renouvelable, propre, élégante, moderne et ainsi de suite. **Reste que la plupart des Québécois n'ont aucune idée du gigantisme des nouvelles éoliennes. Ni de la brutalité avec laquelle on les impose dans le paysage. Surtout, ils n'entendent jamais les échos des chicanes monstres que provoque leur arrivée dans un voisinage.\***

Aujourd'hui, **Le Soleil** vous amène visiter deux villages profondément divisés par l'arrivée des tours à vent. Le premier, Saint-Ferdinand, pourrait voir surgir des éoliennes dans le paysage dès l'an prochain. Le second, Saint-Léandre, en Gaspésie, faisait figure de pionnier en accueillant l'un des premiers parcs éoliens, il y a 12 ans. On dira que nous aurions pu choisir d'autres exemples, peut-être plus heureux. On dira aussi qu'il ne faut pas mettre de côté le débat sur la rentabilité ou la propriété de la filière éolienne.

Mais en attendant la suite, les expériences de Saint-Ferdinand et de Saint-Léandre devraient servir d'avertissement.

Dans la région de Saint-Ferdinand, la première éolienne ne sera pas érigée avant l'an prochain. **Mais déjà, rien n'est plus comme avant. L'arrivée de 50 éoliennes divise les voisins. Elle empoisonne la vie municipale. Elle menace même de saper l'économie locale. Portrait d'une lutte fratricide...**

Vous connaissez La zizanie, un célèbre épisode des aventures d'Astérix? Les Romains engagent un certain Tullius Detritus pour semer la discorde chez les Gaulois. Détritus est un champion de la bisbille. Dès qu'il entre dans une pièce, les meilleurs amis s'entredéchirent. Même Astérix et Obélix cessent de se parler. À la fin, Détritus est condamné aux galères, mais il n'a rien perdu de ses pouvoirs. À bord du navire, tout le monde se met à s'engueuler.

Si Tullius Detritus existait, parions qu'il serait fier de ce qu'est devenue la région de Saint-Ferdinand, depuis l'annonce de la construction d'un parc d'éoliennes. Un épicier loue des locaux à la compagnie d'éoliennes? Alors, des opposants boycottent son commerce. Le voisin pro éolien s'aperçoit que vous êtes opposé au projet? Alors, il vous annonce qu'il ne déneigera pas votre entrée cet hiver. Le champ de bataille s'est étendu à toutes les sphères d'activité. L'épandage du fumier, le tracé des clôtures, le passage des VTT, le bénévolat au centre de ski de fond; tout est devenu prétexte pour régler des comptes.

\*Les caractères gras sont de la direction du bulletin L'écho des Appalaches.

Le promoteur du projet, la compagnie espagnole Enerfin, croyait avoir réalisé un coup fumant en obtenant l'appui de plusieurs organismes locaux, comme le club de motoneige. Mais l'initiative n'a fait qu'étendre le conflit. Furieux de voir le club endosser les éoliennes, au moins deux agriculteurs menacent désormais d'interdire le passage des motoneiges sur leur terre.

Il est vrai que les éoliennes d'aujourd'hui n'ont plus rien à voir avec les girouettes qui coiffaient la grange de pépé. **Les éoliennes qu'on projette d'installer à Saint-Ferdinand atteignent 140 mètres, soit plus que le complexe G.** Dans le nord de l'Allemagne, on envisage même d'ériger la mère de toutes les éoliennes, d'une hauteur de 155 mètres. La structure est si imposante qu'elle ne peut pas être transportée par voie terrestre.

**Dans la région de Saint-Ferdinand, les opposants au projet ont récemment dévoilé un sondage Cossette-Marketing qui révèle que 44 % des citoyens s'opposent au parc éolien, contre 41 % qui l'approuvent. Pas moins de 79 % des citoyens estiment que le projet a divisé leur communauté. À peine 5 % jugent qu'il a contribué à l'unir. Cinq pour cent, c'est moins que la proportion de Québécois qui croient que le chanteur Elvis Presley est toujours vivant...**

### **Ça arrivera près de chez vous**

La bataille de Saint-Ferdinand a commencé par une rumeur, à l'été 2005. Le bruit courait que des vendeurs parcouraient les rangs pour faire signer des contrats reliés à l'énergie éolienne. Les gens se faisaient promettre une grosse somme d'argent pour chaque éolienne. Mais il était impossible de savoir combien. Ou même de savoir qui avait signé un contrat. Les signataires s'engageaient par écrit à ne rien divulguer de la transaction. Le tout se passait à la bonne franquette, sans avocat ou témoin.

C'est souvent à partir de là que les voisins ont commencé à se regarder de travers.

À Sainte-Sophie, le village voisin de Saint-Ferdinand, Yvon Bourque a découvert l'existence du projet par hasard, de la bouche d'un voisin un peu trop bavard. Au début, il n'en croyait ni ses yeux ni ses oreilles. Pas moins de 23 éoliennes géantes allaient surgir dans le paysage, autour de chez lui. Sans parler d'une ligne à haute tension, dont le tracé promettait de saccager sa plantation d'épinettes. Un vrai désastre.

### **Tempête sur la mairie**

Alertée par des citoyens inquiets, la municipalité de Saint-Ferdinand a suggéré d'attendre avant de signer quoi que ce soit. Après tout, il arrive que des charlatans se promènent dans les campagnes, pour vendre toutes sortes de babioles. Mais cette fois, contrairement à d'habitude, les appels à la prudence n'ont pas été bien accueillis. Le maire, Donald Langlois, a aussitôt reçu des messages de gens furieux, qui lui disaient de se mêler de ses affaires. Un avant-goût de ce qui allait suivre...

Principalement pour des raisons économiques. "Nous traversons une période difficile. Les régions sont en déclin. À Saint-Ferdinand, l'hôpital est fermé depuis huit ans. Un peu partout, les municipalités se battent à coups de congé de taxes pour attirer des entreprises. Trouvez-moi une autre compagnie qui s'implanterait ici sans rien demander, en nous versant environ 64 000 \$ par année."

Le maire et plusieurs élus ont vite été plongés dans l'eau bouillante, pour leurs liens très étroits avec le promoteur du projet. **Le ministère des Affaires municipales devra bientôt déterminer si trois conseillers ont négligé de dévoiler à temps leurs intérêts personnels dans le projet. L'un d'eux a même signé un contrat prévoyant l'installation de deux éoliennes sur ses terres, qui lui rapporteront environ 16 000 \$ par année.** Le maire Langlois s'est lui-même retrouvé sur la sellette, pour avoir participé à un voyage au Brésil, à l'invitation d'Enerfin.

Le maire Langlois jure que les frais de son voyage au Brésil ont été remboursés. Et que le séjour a permis de voir à quoi ressemblerait le parc éolien, une fois terminé. "Nous commettons tous des erreurs. Mais il faut bien comprendre la vie municipale ici. Moi, je suis cultivateur. Comme maire, je touche à peine 10 000 \$ par année\*. C'est presque un travail à temps plein. Pendant ce temps-là, je néglige ma ferme. Alors, je peux vous assurer que si on m'avait offert de l'argent pour installer une éolienne chez moi, sur mes terres, j'aurais signé le contrat. Je ne l'aurais caché à personne, mais j'aurais accepté. Je suis maire, mais j'ai le droit de vivre."

### **Bienvenue dans mon cauchemar**

À quelques kilomètres du village, les paysagistes Pierre Séguin et Sonia Mondor vivent l'arrivée des éoliennes comme une petite fin du monde. En l'an 2000, ils ont ouvert les Jardins de vos rêves, un petit paradis vert, à la sauce new age. Environ 2000 personnes visitent les lieux, durant l'été. Et voilà que leur oasis de paix se retrouvera au milieu d'une imposante grappe d'éoliennes. Pour leur mode de vie et leur gagne-pain, c'est l'équivalent d'un arrêt de mort.

Pierre Séguin a pris la tête du principal groupe d'opposants au projet d'éoliennes. Il est devenu le président du Regroupement pour le développement durable des Appalaches (RDDA). Mais très vite, l'attitude des voisins favorables aux éoliennes a changé. Fini l'entraide et le bon voisinage. Les menaces plus ou moins voilées ont commencé. On lui a promis que la vie deviendrait difficile si le projet tombait à l'eau. On lui a aussi rappelé qu'il n'est pas originaire de la région, même s'il est installé depuis 35 ans.

"Avant, nous faisons plein d'échanges avec nos voisins, explique Sonia Mondor. Il y en a même un qui attendait qu'il pleuve pour étendre son fumier, pour ne pas trop déranger nos visiteurs. À la campagne, si tu n'as pas ce genre de petites attentions, ça ne fonctionne pas. Mais tout ça est fini, depuis que nous nous sommes affichés contre le projet éolien. On nous a fait déplacer un bâtiment. On nous a fait toutes sortes de misère."

La compagnie Enerfin offre 8 000 \$ par année pour chaque éolienne installée sur un terrain. Pour certains propriétaires, cela constitue une petite mine d'or. L'un des voisins\* du couple Séguin-Mondor a donné l'autorisation de construire huit éoliennes sur ses terres. Cela représente 64 000 \$ par année. Une aubaine, d'autant plus qu'il ne subira pas le moindre désagrément, puisqu'il n'habite pas sur les lieux.

### **Un parc ou un jardin?**

La stratégie du promoteur Énerfin consiste à jouer les bons pères de famille, énumérant les bienfaits répandus sur la région, avec un projet de 420 millions \$. Son porte-parole, Simon Jean-Yelle, est fier de dire que la compagnie verse 30 000 \$ par année à des organismes à but non lucratif. Il prétend aussi que la compagnie a dû tempérer l'enthousiasme de certains élus. "C'est nous qui avons décidé qu'il n'y aurait pas d'éolienne à moins de 600 mètres des habitations. La MRC était prête à tolérer 400 mètres."

Tout cela n'exclut pas quelques maladrresses. Pas sûr que les déclarations du directeur général de la compagnie, Guillermo Planas Roca, aient toujours contribué à détendre l'ambiance. En mars, monsieur assurait que le bruit généré par ses éoliennes serait inférieur à celui d'un département de soins intensifs, dans un hôpital.

Reste que la compagnie espagnole en a vu d'autres. **L'opposition aux éoliennes n'est pas confinée à la région de Saint-Ferdinand. Ni au Québec. Aux États-Unis, au large de Cape Cod, l'installation d'éoliennes fait l'objet d'une querelle judiciaire qui dure depuis huit ans. En réponse à un éditorial du New York Times, un lecteur a écrit cette réplique cinglante. "Chers new-yorkais, avant de suggérer des constructions dans la cour des autres, vous devriez d'abord envisager de remplacer la torche de la Statue de la Liberté par une éolienne. Nos couchers de soleil sont aussi sacrés que votre chère statue..."**

### **Un référendum?**

**Pour dénouer l'impasse, dans la région de Saint-Ferdinand, le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) a suggéré de tenir un référendum. Mais qui écoute le BAPE? On oublie que dès 1997, le Bureau déconseillait la réalisation d'un parc éolien en milieu habité. Dans un texte prophétique, il suggérait de réaliser les projets le plus loin possible des villages et des habitations.**

Pour toutes sortes de raisons, le Québec a fait le choix inverse. Au risque de voir des régions se déchirer. Au risque de voir le développement éolien finir par tuer la filière éolienne elle-même."Deux conceptions du territoire s'affrontent, analyse le vice-président du RDDA, Michel Vachon. La première considère que le territoire est d'abord fait pour être exploité, pour faire de l'argent. La seconde estime que les paysages ont aussi une valeur, même si ce n'est pas immédiatement monnayable." Le problème, c'est que désormais, quoi qu'il arrive, la région devra se réconcilier avec l'une ou l'autre. Dans une lutte à finir, il y a toujours des perdants. Mais à Saint-Ferdinand, il reste à déterminer s'il y aura aussi des vainqueurs.

## Haute tension dans la campagne

Au début de l'année, dans la région de Saint-Ferdinand, des employés d'Hydro-Québec ont commencé à circuler pour faire signer des contrats autorisant le passage d'une ligne à haute tension. Les éoliennes, c'est bien beau, mais encore faut-il transporter l'énergie qu'elles produisent.

La politesse la plus élémentaire n'était pas toujours au rendez-vous. Hydro semblait privilégier la technique du vendeur de tapis, qui insiste pour faire signer le contrat plus vite possible, sans trop donner au client le temps de réfléchir.

**Jean-Pierre Baril est propriétaire d'une grosse ferme laitière. Quand il a réalisé que la future ligne électrique allait traverser sa terre, de biais, sur une distance de plus de quatre kilomètres, il en a perdu le sommeil. Dans sa forêt, la ligne nécessitera l'abattage de tous les arbres situés dans un couloir de 42 mètres de large, sur deux kilomètres de distance.**

**"Je pose une question très simple à tous les gens que je croise, peu importe leur fonction, explique M. Baril d'une voix blanche. "Si vous étiez le propriétaire de ma ferme, accepteriez-vous ce tracé? Je n'ai pas encore obtenu un oui."**

Au fond, Jean-Pierre Baril espère un petit miracle. Une intervention d'en haut. Comme ce fut le cas pour un vieux cultivateur qu'il a rencontré récemment. Le gars lui a raconté que sa terre devait être saccagée par le passage d'une ligne à haute tension, au début des années 80. Elle avait été sauvée par une intervention personnelle du premier ministre René Lévesque. "Peu importe ce que ça coûtera, je veux que vous épargniez cet homme", aurait dit Lévesque.

Mais si personne n'entend ses appels au secours, alors Jean-Pierre Baril n'exclut pas des représailles. "Avec ma ferme, j'achète pour plusieurs dizaines de milliers de dollars de marchandise dans la région. Si on détruit ma terre, j'irai acheter tout ça ailleurs."

*[jsgagne@lesoleil.com](mailto:jsgagne@lesoleil.com)*

**"Chez moi, sur mes terres, la « Commission de protection du territoire agricole » n'autorise même pas mon fils à se construire une maison, s'insurge Yvon Bourque. Même pas dans un secteur couvert de roches. Et là, sans consulter qui que ce soit, on va faire pousser des éoliennes hautes comme des édifices de 30 étages? On va sacrifier de bonnes terres agricoles. On va déguiser l'environnement? Est-ce qu'on me prend pour un cave?"**



Photo Le Soleil, Steve Deschênes

Yvon Bourque sur sa terre, avec d'autres propriétaires qui tout comme lui s'opposent au projet.

## **PROPOS DU MAIRE DE PRINCEVILLE : DES CITOYENS DEMANDENT RÉPARATION**

Dans un commentaire payé par ses concitoyens et publié le 11 août dernier dans l'hebdomadaire régional, L'Avenir de L'Érable, le maire de Princeville a tenu les propos suivants, après avoir réaffirmé son adhésion au projet éolien de L'Érable :

*« À ceux qui ne peuvent accepter le changement (les opposants audit projet), je vous affirme ceci : avons-nous peur du changement? Si oui, nous avons un problème, car le changement est là et sera toujours là. Il faut s'adapter pour ne pas être écrasé. Alors, pourquoi pas « surfer » sur les changements. La vie n'est pas statique. Seuls ne changent jamais ceux qui sont enfermés, impuissants, dans les asiles et ceux qui reposent dans les cimetières. »*

De nombreux citoyens insultés par de tels propos ont demandé au maire de Princeville de s'excuser lors de l'assemblée de la MRC de L'Érable tenue le 18 août dernier à Plessisville. Le maire a refusé! Le préfet Langlois quant à lui n'a pas jugé bon de condamner de tels propos ni de se porter à la défense de ses propres citoyens.

Non seulement ces propos sont disgracieux et diffamatoires pour une bonne partie de la population qui ne veut pas du projet éolien de L'Érable, mais encore ils disqualifient les personnes aux prises avec des problèmes de santé mentale. Cent-dix (110) citoyens de six municipalités de la MRC de L'Érable ont donc réclamé auprès de la Commission des droits et libertés de la personne excuses et réparation pour ces propos. Ironiquement, c'est le maire Fortier qui avait proposé à la MRC, séance du 2 juin, l'engagement d'une firme de médiation pour rétablir le climat dégradé entre les citoyens favorables et défavorables au projet éolien. C'est à l'image du pompier qui allume le feu!